



SYNDICAT DES EAUX
BAROUSSE COMMINGES SAVE



Rapport annuel 2017

Sur le prix et la qualité du service
public d'assainissement non collectif

Document établi le 31 mai 2018



Contexte du service public d'assainissement non collectif

Le présent rapport a pour objet de rassembler et présenter les différents éléments techniques et financiers relatifs au prix et à la qualité du service public de l'assainissement non collectif pour l'exercice 2017 conformément à l'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales.

Un tel rapport permet aux élus, à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) et aux habitants du territoire du Syndicat des Eaux de la Barousse du Comminges et de la Save (SEBCS) de connaître le service et son évolution au fil des ans grâce à un suivi d'indicateurs techniques et financiers. Il doit être présenté par le Président, puis par les maires.

Le présent document est établi à partir des données fournies par la Société Publique Locale Eaux Barousse Comminges Save.

1.1. ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU SERVICE

En 2017, le SEBCS regroupe 198 communes réparties sur 3 départements : la Haute-Garonne (31), le Gers (32) et les Hautes-Pyrénées (65).

1.2. CONDITIONS D'EXPLOITATION DU SERVICE

Service	Mode de gestion	Exploitant	Fin du contrat
Départements du 31, du 32 et du 65	Affermage	SPL EBCS	31/12/2030



Indicateurs techniques du service d'assainissement non collectif

2.1. POPULATION DU SERVICE

Population au 1^{er} janvier 2018 (données INSEE) : **50 900 habitants**

En l'absence d'une méthodologie nationale fixée, le nombre d'habitants desservis a été déterminé en utilisant les chiffres issus du dernier recensement disponible sur le site internet de l'INSEE.

2.2. CARACTERISTIQUES DU SERVICE

Nombre d'installations : 19 238

2.3. ACTIVITE DU SERVICE EN 2017

	2016	2017
Contrôle des dispositifs neufs ou réhabilités	262	179
Diagnostics des installations existantes	-	
Diagnostics liés aux ventes immobilières	337	393
Contrôle périodique dit de bon fonctionnement	1 113	1 107

Le **contrôle de conformité des assainissements neufs ou réhabilités** est obligatoire : il s'agit d'une procédure complémentaire à celle du permis de construire, par laquelle tout propriétaire doit faire vérifier par le SPANC d'une part la conformité à la réglementation du dispositif d'assainissement projeté avant travaux, et d'autre part la conformité des travaux à cette même réglementation lors de phases clés de la réalisation.

Ce contrôle ne se substitue pas à la responsabilité du propriétaire de prévoir un dispositif non seulement conforme à la réglementation mais également adapté à sa situation particulière (qualité du sol, type d'habitation, entretien...).

Le **diagnostic des installations existantes** est un contrôle obligatoire de l'ensemble des installations existantes et qui ne disposent pas d'un certificat de conformité récent.

Depuis la création du service en 2003 et jusqu'au 31 Décembre 2017, le service a procédé au contrôle de **17 959 installations** dont **3 416** dans le cadre du contrôle des installations neuves ou réhabilitées.

Le contrôle de bon fonctionnement a débuté fin 2015 et 2779 contrôles périodiques avait été réalisés au 31 décembre 2017.

Concernant les 19 238 installations existantes, **8 464** ont été jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée au 31 décembre 2017.

Depuis le 1^{er} janvier 2011, le diagnostic de l'installation d'assainissement non collectif est rendu obligatoire pour la vente d'une habitation. Au 31 décembre 2017, **1 963 diagnostics** d'installations ont été réalisés dans le cadre de cette nouvelle réglementation.



Indicateurs de performance

En accord avec les objectifs de la stratégie nationale du développement durable actualisée le 13 novembre 2006, l'évaluation de l'inscription des services publics d'eau et d'assainissement dans une perspective de développement durable est réalisée en examinant 3 axes : la qualité de service à l'utilisateur, la gestion financière et patrimoniale, les performances environnementales.

La définition de chaque indicateur est présentée en suivant l'ordre de l'annexe II de l'arrêté du 02 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement.

3.1. INDICE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF : 100/140

Une note est attribuée selon l'avancement de mise en place du service :

Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération (+20)

Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération (+ 20)

Mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans (+30) : *fonctionnement en place depuis 2003, contrôle de dimensionnement et de réalisation obligatoire en cas d'installations neuves ou de réhabilitation.*

Mise en œuvre de la vérification du diagnostic de bon fonctionnement et l'entretien des autres installations (+30) : *diagnostic des installations existantes en cours*

Nota : les points au-delà de 100 concernent des compétences facultatives d'entretien, réalisation, réhabilitation ou de traitement des matières de vidange, compétences que n'assure pas le SEBCS.

3.2. TAUX DE CONFORMITE DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF : 44 %

L'indicateur mesure le niveau de conformité du parc des dispositifs d'assainissement en zone d'assainissement non collectif.

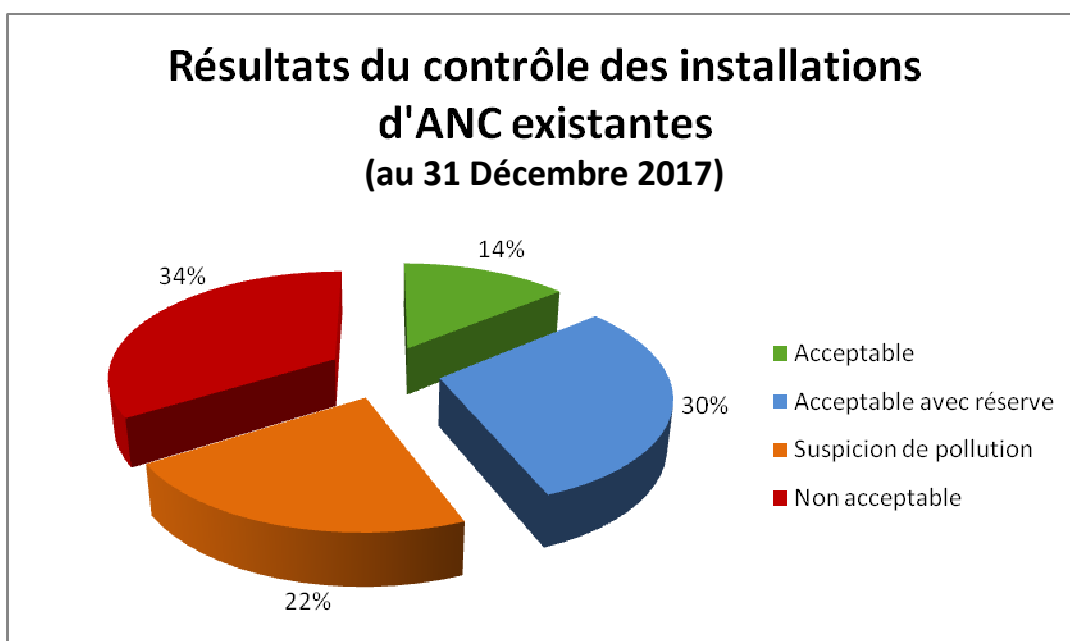
Il s'agit du ratio entre le nombre d'installations contrôlées conformes à la réglementation et le nombre total d'installations contrôlées.

Il convient de relativiser ce chiffre puisqu'il inclut les résultats pour les installations neuves ou réhabilitées pour lesquelles la conformité est quasi systématique.

En ne prenant en compte que les installations existantes dont le contrôle exhaustif est terminé, les chiffres sont :

- 14 % acceptable
- 30 % acceptable avec réserve
- 22 % susceptible de pollution
- 34 % non acceptable

Soit un taux de conformité des installations « anciennes » de **44 %**.





Indicateurs financiers du service d'assainissement non collectif

4.1. INDICATEURS FINANCIERS GENERAUX

4.1.1. Recette d'exploitation :

La recette d'exploitation résultant du prix du service de l'assainissement non collectif sur l'ensemble du SEBCS s'élève à :

	2017 (en €HT)
Contrôle installation Existant et de bon fonctionnement	98 971,00
Cessions immobilières	55 153,10
Pénalités en cas de refus	10 224,00
Contrôle installation Neuf	15 184,00
Contrôle de conception des installations réhabilitées	6 008,00
Recettes d'exploitation	185 540,10

4.2. PRIX DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

	2018
Contrôle d'une installation existante	75 € HT
Contrôle d'une installation existante réalisé après la période prévue pour le diagnostic communal, nécessitant un déplacement spécifique	108 € HT
Contrôle d'une installation existante lié à une cession immobilière	158 € HT
Contrôle périodique dit de bon fonctionnement et d'entretien	75 € HT
Contrôle de conception, implantation et réalisation des installations neuves (création ou modification d'une habitation soumise à autorisation d'urbanisme)	198 € HT
Contrôle de conception, implantation et réalisation des installations réhabilitées d'assainissement autonome (habitations existantes)	131 € HT
Pénalités en cas de refus ou d'absences répétées pour le contrôle diagnostic	150 € HT

ANNEXES :

- ▶▶ Liste des communes adhérentes au SEBCS

- ▶▶ Synthèse des indicateurs du service

- ▶▶ Note d'information de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne

**Communes ayant délégué la compétence assainissement
Secteurs de la Haute-Garonne et des Hautes Pyrénées**

A	E	M	S
Agassac	Eoux	Marignac Laspeyre	Sacoué
Alan	Esbareich	Martissère	Saint Ferréol
Ambax	Escanecrabe	Martres Tolosane	Saint Frajou
Anan	Esparron	Mauléon Barousse	Saint Ignan
Anla	Estancarbon	Mauvezin de l'Isle	Saint Lary Boujean
Antichan	F	Mazères de Neste	Saint Laurent Save
Arnaud Guilhem	Fabas	Mirambeau	Saint Loup en Comminges
Aulon	Ferrère	Molas	Saint Marcet
Aurignac	Francon	Mondilhan	Saint Martory
Ausson	Franquielle	Mont de Galie	Saint Médard
Auzas	Frontignan Saves	Montbernard	Saint Paul de Neste
Aveux	G	Montesquieu Guittaut	Saint Pé d'Ardet
B	Gaudent	Montgaillard sur Save	Saint Pé Delbosc
Bagiry	Gembrie	Montmaurin	Saint Plancard
Balesta	Gensac de Boulogne	N	Sainte Marie de Barousse
Bazordan	Goudex	Nénigan	Saléchan
Beauchalot	Gourdan Polignan	Nizan sur Gesse	Salherm
Benqué	I	O	Saman
Bertren	Ilheu	Ourde	Samouillan
Blajan	Izaourt	P	Samuran
Boissède	L	Péguilhan-Lunax	Sana
Bordes de Rivière	Labarthe Inard	Peyrissas	Sarp
Boudrac	Labastide Paumes	Peyrouzet	Sarrecave
Boulogne sur Gesse	Labroquère	Ponlat Taillebourg	Sarremezan
Boussens	Lafitte Toupière	Pouy	Saux et Pomarède
Bouzin	Lalouret Lafitteau	Proupiary	Savarthès
Bramevaque	Larcen	Puymaurin	Sédeilhac
C	Larroque	R	Seilhan
Cardeilhac	Latoue	Riolas	Senarens
Cassagnabère-Tournas	Le Cuing	Roquefort sur Garonne	Sepx
Castelgaillard	Le Frechet		Siradan
Castéra Vignoles	Lécussan		Sost
Castillon de St Martory	Les Toureilles		T
Cazac	Lescuns		Terrebasse
Cazaril Tamboures	Lespugue		Thèbe
Cazarilh de Barousse	Lilhac		Thermes Magnoac
Cazeneuve Montaut	L'Isle en Dodon		Tibiran Jaunac
Charlas	Lodes		Troubat
Ciadoux	Loudet		V
Clarac	Loures Barousse		Villeneuve de Rivière
Coueilles			Villeneuve Lécussan
Crechets			
Cuguron			
		TOTAL : 142 communes	

Communes ayant délégué la compétence assainissement Secteur du Gers

A

Auradé

Aurimont

B

Beaupuy

Betcave Aguin

Bezeril

C

Cadeillan

Castillon Saves

Cazaux Saves

Clermont Saves

E

Endoufielle

Espaon

F

Faget Abbatial

Fregouville

G

Garravet

Gaujac

Gaujan

Gimont

L

Labastide Saves

Lahas

Lamaguere

Lartigue

Laymont

Lias

Lombez

M

Marestaing

Monblanc

Monferran Saves

Maongauzy

Montadet

Montamat

Montegut Saves

Montpezat

N

Nizas

Noilhan

P

Pebees

Pellefigue

Polastron

Pompiac

Pujaudran

Puylausic

R

Razengues

S

Sabaillan

Saint André

Saint Elix d'Asatarac

Saint Lizier du Plante

Saint Loube Amades

Saint Soulan

Samatan

Sauveterre

Sauvimont

Savignac Mona

Semezies Cachan

Seysses Save

Simorre

T

Tournan

V

Villefranche d'Astarac

TOTAL : 56 communes

Principaux chiffres pour le service Assainissement Non Collectif (SPANC)

Ref = référence de l'indicateur national. ' - ' = indicateur propre au Syndicat

Réf	Détails	SEBCS
D301.0	Nombre d'habitants desservis	50 900
-	Nombre d'installations (estimation)	19 238
D 302.0	Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif	100 points/140
P 301.0	Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectifs contrôlés à ce jour (neuf, réhabilité, ancien)	44 %

Rapport annuel du maire sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement
(loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement)
NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE



L'article 161 de la loi modifiée l'art. L.2224-5 du CCCT, lequel impose au maire de joindre à son rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable et d'assainissement la note établie chaque année par l'agence de l'eau ou l'office de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention.

Edition 2018
CHIFFRES 2017

L'agence de l'eau vous informe



LE SAVIEZ-VOUS ?

En 2015, le prix moyen de l'eau sur le bassin Adour-Garonne était de 3,96 TTC/m³ (Source SISPEA).

La part des redevances perçues par l'agence de l'eau représente en moyenne 20% du montant de la facture d'eau.

Les autres composantes de la facture d'eau sont :

- la facturation du service de distribution de l'eau potable (abonnement, consommation)
- la facturation du service de collecte et de traitement des eaux usées
- la contribution aux autres organismes publics (VNF)
- la TVA

POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès des usagers (consommateurs, activités économiques) en application des principes de prévention et de réparation des dommages à l'environnement (loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006).

La majeure partie des redevances est perçue via la facture d'eau payée par les abonnés domestiques aux services des eaux (mairies ou syndicats d'eau ou leurs délégataires). Chaque habitant contribue ainsi individuellement à cette action au service de l'intérêt commun et de l'environnement, au travers du prix de l'eau.

QUI PAIE QUOI À L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE ?

En 2017, le montant global des redevances perçues par l'agence de l'eau s'est élevé à environ 290 M€ dont 240 M€ en provenance de la facture d'eau payée par les ménages et les industriels dont les activités de production sont assimilées domestiques.



Redevances

Qui paie quoi à l'agence de l'eau en 2017 ?

UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES

Grâce à ces redevances, les agences de l'eau apportent, dans le cadre de leurs programmes d'intervention, des concours financiers (subventions, prêts) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau. En 2017 elles ont représenté 370 M€ environ.



Aides

Comment se répartissent les aides pour la protection des ressources en eau en 2017 ?

EXEMPLES D' ACTIONS AIDÉES EN 2017 PAR L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE

En 2017, l'agence de l'eau Adour-Garonne a accompagné 8725 projets.

POUR DÉPOLLUER LES EAUX

En 2017, environ 150 M€ d'aides ont été consacrés à la résorption des pollutions domestiques, ainsi :

- 56 nouvelles stations d'épuration ont été mises en fonctionnement. Elles permettent de traiter les rejets de 97 000 Equivalent Habitants.
- Plus de 3000 installations d'assainissement non collectif ont été réhabilitées avec l'aide de l'Agence, ce qui confirme la forte dynamique impulsée par l'Agence et relayée par les collectivités.

POUR PRÉSERVER LES RESSOURCES EN EAU POTABLE

En 2017, 40 M€ d'aides ont été consacrés à l'eau potable (hors appel à projets « fuite dans les réseaux »), ainsi :

- 151 procédures de mise en place de périmètres de protection de captage d'eau potable ont été lancées
- des travaux ont été engagés sur 267 captages d'eau potable,
- 192 unités de distribution non conformes ont été supprimées.
- sur les 81 captages prioritaires identifiés sur le bassin, une démarche de reconquête de la qualité de l'eau brute est engagée sur 54 d'entre eux. Les autres captages ont fait l'objet en 2017 d'une étude de délimitation de leur aire d'alimentation, portée par l'Agence.

POUR RESTAURER ET PROTÉGER LES MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES, LA BIODIVERSITÉ, LA QUALITÉ DE L'EAU ET LA GESTION DES EFFETS CLIMATIQUES

En 2017, environ 50 M€ d'aides ont été consacrés à la protection des milieux aquatiques, ainsi :

- 1 750 km de cours d'eau ont pu être restaurés,
- 132 ouvrages ont été équipés sur les cours d'eau en vue d'assurer la continuité écologique (possibilité de circulation des espèces animales et du transport des sédiments).

POUR LUTTER CONTRE LES POLLUTIONS INDUSTRIELLES ET TOXIQUES

- Les aides accordées par l'Agence en 2017 permettront la réduction de pollutions de plus de 250 tonnes annuelles de DCO (demande chimique en oxygène).
- En 2017, quasiment tous les investissements (ou études) financés par l'agence de l'eau ont porté sur des masses d'eau en état dégradé.

POUR LA GESTION SOLIDAIRE DES EAUX

- Sur le bassin, plus de 110 M€ d'aides ont été attribués en faveur des collectivités rurales dans le cadre de la solidarité entre territoires urbains et ruraux.
- À l'international, environ 50 projets ont été soutenus dans plus de 20 pays différents.



Les 7 bassins hydrographiques métropolitains

Pour reconquérir le bon état des eaux demandé par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux — SDAGE — en application de la DCE — Directive Cadre sur l'Eau —, les agences de l'eau recherchent la meilleure efficacité environnementale :

- en privilégiant l'action préventive,
- en aidant les projets les plus efficaces pour les milieux aquatiques,
- en mobilisant les acteurs et en facilitant la cohérence des actions sur les territoires de l'eau,
- en travaillant en complémentarité avec l'action réglementaire et la police de l'eau, en particulier dans la mise en œuvre des objectifs des SDAGE.

Les six agences de l'eau françaises sont des établissements publics du ministère chargé de l'environnement. Elles regroupent 1700 collaborateurs et ont pour mission de contribuer à réduire les pollutions de toutes origines et à protéger les ressources en eau et les milieux aquatiques.

L'agence de l'eau Adour-Garonne

La carte d'identité du bassin Adour-Garonne

Le bassin Adour-Garonne couvre les bassins versants des cours d'eau qui, depuis les Charentes, le Massif Central et les Pyrénées, s'écoulent vers l'Atlantique (115 000 km², soit 1/5e du territoire national).

Il compte 120 000 km de cours d'eau, d'importantes ressources souterraines et un littoral d'environ 630 km.

Sur ses 6 800 000 habitants, 30 % vivent en habitat éparé.

C'est un bassin essentiellement rural : sur les quelque 7 000 communes, 35 comptent plus de 20 000 habitants, ces dernières rassemblant 28 % de la population.

Agence de l'eau Adour-Garonne
90 rue du Feretra
CS 87801
31078 Toulouse cedex 4

Tél. 05 61 36 37 38
Fax 05 61 36 37 28

Suivez l'actualité de l'agence de l'eau Adour-Garonne :
www.eau-adour-garonne.fr

@Adour_Garonne

Conception et réalisation : Délégation à la Communication (AEGM) / Coordination et édition : Chloé Goussier - Crédits photos : F. Doucet, N. Lefebvre



La qualité des rivières sur smartphone et tablette

Toutes les données sur la qualité des eaux des rivières, et les poissons qui les peuplent, peuvent être consultées depuis un smartphone et une tablette sur le terrain.

Téléchargez l'application gratuitement
Flashez directement le QRCode
L'application "Qualité des rivières" est disponible gratuitement sur iPhone, Pad et sur les terminaux sous système d'exploitation Android.

